

Ainsi, les actions locales permettent-elles de lever un certain nombre d'obstacles à partir des questions suivantes :

- la mise en partage des blocages et des freins à la mise en oeuvre d'une réelle coopération ? La capacité des acteurs à se réunir et à expliciter les raisons de tel ou tel échec de coopération est déjà en soi une avancée. Le processus est assuré avec la présence d'un tiers qui sert d'analyste et qui permet de transformer les séparations et les conflits ;
- la construction d'une culture commune ? L'action locale donne cette occasion, notamment sur certains sites où les pratiques inter-institutionnelles étaient peu répandues ou trop formelles. Elle favorise une mise en mouvement pour interpréter les pratiques professionnelles ;
- la construction d'espaces privilégiés de paroles et de débats ? L'action locale donne le temps pour assurer la maturation des acteurs pour entrer en coopération et joue un rôle de propédeutique.
- la reconnaissance entre acteurs à propos des compétences, des dispositifs, des contraintes d'actions ?

Il apparaît comme une certitude que la citoyenneté est au cœur de la rencontre entre une politique transversale de construction de réseaux civiques, de coproduction d'apprentissages collectifs et de prise en compte des différentes échelles spatiales allant à l'encontre de la division urbaine. Pour ce faire, il est nécessaire qu'une politique volontariste soit clairement menée de la manière la plus démocratique possible...au risque de renforcer les tensions énumérées plus haut.

- les démarches permettent-elles de travailler différemment les thématiques classiques de l'intervention sociale ?
- donnent-elles l'opportunité de se décentrer du thème en soi et de l'explorer par rapport à des situations-problèmes sur un territoire donné ?
- les thématiques sont-elles explorées sous l'angle de l'interface des compétences des différentes institutions ?
- permettent-elles de créer un espace de travail sur un objet commun mais qui dépasse les légitimités institutionnelles ?
- comment favoriser la construction de réseaux civiques qui sont constitutifs d'une politique d'identité et de développement local et durable ?

→ *Pour sortir du dilemme inclusion/exclusion :*

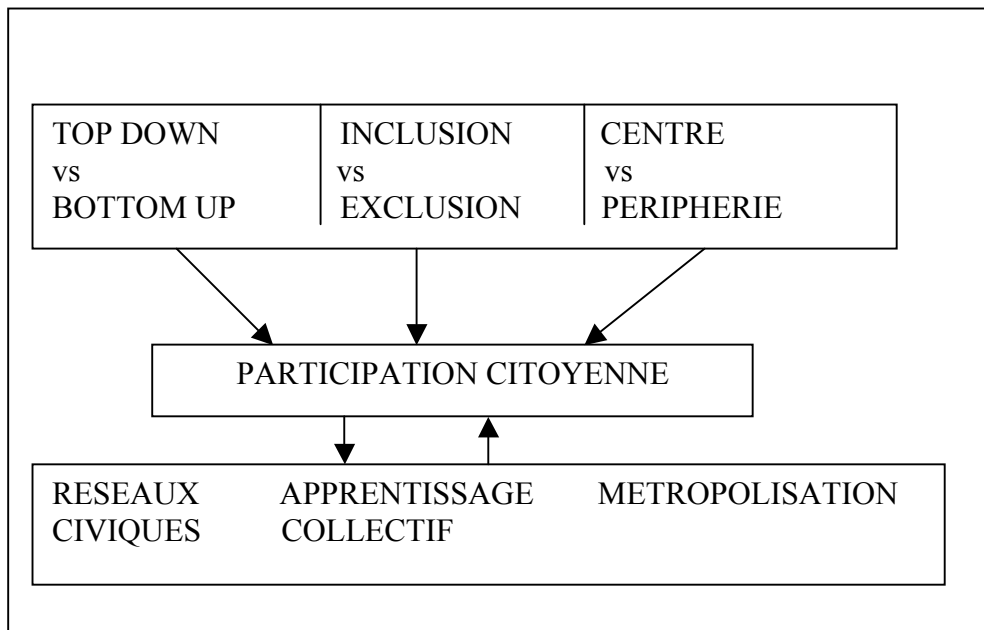
Ce dilemme renvoie aux modalités qui associent une action en termes de cohésion sociale et une action inscrivant une politique de participation de certains groupes de population, tant des populations précarisées que des classes moyennes, dans la gestion des programmes de régénération urbaine.

L'affirmation d'une action autour de la cohésion sociale (sémantiquement et politiquement, il s'agit de ne plus parler en terme d'exclusion sociale) combine – ou non – des actions de discrimination positive et une politique de mixité sociale dans le cadre des actions de revitalisation de quartiers. Il est possible ici que le pouvoir politique local cherche à re-combiner politique de logement et politique d'emploi, soit en privilégiant les partenariats privé-public, soit ceux qui combinent le secteur associatif (non-marchand) avec les pouvoirs publics.

→ *Pour sortir du dilemme centre/périphérie :*

L'action locale est un moyen de "remonter" aux problèmes fondamentaux rencontrés par les acteurs de l'intervention sociale sur les sites les plus en difficultés et de mettre en partage le constat des difficultés ainsi que la recherche de solutions de façon collégiale.

Les actions affirment et renforcent la coopération entre acteurs et cela, entre les différents niveaux d'acteurs (politique, technique, etc). Cette coopération permet, à terme, l'engagement d'un débat ouvert entre les institutions sur la nature des relations entre elles, les contractualisations ou coopérations que chacun souhaite. A ce titre, elles permettent de faire progresser le décloisonnement des institutions.



Ce schéma montre bien comment sortir des tensions séparées qui pèsent sur le développement de la participation citoyenne dans la mesure où celle-ci met en jeu un PROCESSUS interactif et réciproque où se combinent une politique TRANVERSALE, intégrée où les réseaux civiques, les partenariats fondés sur des apprentissages collectifs de savoirs et de services et une dimension métropolitaine de l'action qui combine les échelles micro-locale, d'agglomération et d'intercommunalité.

→ *Pour sortir du dilemme bottom up/top down*

Dans un premier temps, la participation est souvent la résultante d'un accord au plus haut niveau de décision, entre les différents acteurs, en fonction de leurs compétences respectives et de leurs préoccupations institutionnelles et politiques. L'une des avancées majeures des actions locales est de mettre en débat le croisement de deux approches : l'approche du territoire, en référence à la politique de la ville, et l'approche des publics, notamment ceux concernés par les politiques sociales. D'une façon générale, le croisement de ces deux approches fait émerger progressivement une certaine compréhension des rapports sociaux en oeuvre sur les territoires (caractéristiques des publics, conditions de (re)production des inégalités, rôles et relations entre travailleurs sociaux et populations, etc

Les questions pour dépasser l'opposition entre démarche par le haut/par le bas consistent alors à se demander :

2. Les défis urbains aujourd'hui

Les politiques urbaines sont traversées par une triple TENSION :

a. Celle qui oppose une démarche hiérarchique descendante (*top down*) à celle qui part des ressources et des demandes locales (*bottom up*) ; la première s'effectue souvent en fonction des projets des élus et de la mobilisation de différents moyens dont les retombées devraient être visibles pour les habitants ; la seconde est plus caractérisée par des actions qui allient la proximité, l'échelle locale et la défense ou l'amélioration du cadre de vie ;

b. La tension la plus forte qui traverse les projets urbains aujourd'hui est celle qui a trait aux processus discriminatoire, voire ségrégatifs autour de l'opposition de « ceux qui sont dedans » et « ceux qui sont dehors », entre inclusion et exclusion. Ce n'est pas seulement en référence à la sphère économique mais aussi et surtout à la sphère culturelle et sociale autour de la question de « vivre ensemble » dans l'égalité et la différence ;

c. Une division spatiale plus ancienne oppose le centre à la périphérie à travers les figures historiques du développement urbain et es villes « bonnes à vivre » : centre-ville opposé aux faubourgs ouvriers ou aux banlieues à forte concentration de population étrangère ; plus récemment, « *inner-cities* » abandonnées et suburbanisation rayonnante et réservée aux propriétaires des classes moyennes... Tension qui est souvent repérable à travers des pratiques « *nimby* » ou des pratiques de ségrégation.

La participation démocratique, citoyenne est au cœur de ces trois tensions ; elle est bombardée par ces tensions.

déplace l'accent sur les conditions structurelles : « elle sous-tend non seulement le caractère intermittent voire l'absence de rapports entre groupes dont l'origine de classe et l'identité ethnique différent, mais elle pose en outre le lien étroit entre la nature de ces rapports aux conditions d'existence dans les zones de grande pauvreté »⁵. Au-delà de cette perspective holistique, R. Sennett, dans *La ville à vue d'œil*⁶, a souligné combien l'individu qui vit en ville cherche ou non à éviter soit les tentations désastreuses de l'émigration intérieure dans un sanctuaire douillet de l'intimité repliée sur la réhabilitation des appartenances communautaires à travers une culture des différences et confinant à la « ghettoïsation » des identités, soit celles de la déviation de l'espace public qui nous fait nous précipiter dans le spectacle d'une démonstration de nos particularités. Pour Sennett, le caractère effectif et pratique des relations en ville est assuré quand le citoyen devient citoyen à travers la rencontre des inconnus grâce à la civilité définie comme reconnaissance des différences entre les individus sans obliger à l'intimité. La pluralité des usages qui transforme la fonctionnalité des lieux en générant des liens civiques, des relations de socialité et des récits et la palpitation des possibles à travers un « art de la sympathie » par lequel l'échange civil et sociable devient une relation sociétale et civique constitueraient les enjeux essentiels qui traversent la tension entre altérité et isolement. Sennett affirme que « le problème culturel de la ville moderne est de trouver comment faire parler ce milieu impersonnel, comment dépasser son actuelle insignifiance, sa neutralité, dont on peut faire remonter les origines à la croyance que le monde extérieur, le monde des choses est irréel. Notre problème urbain est de savoir comment rendre à l'extérieur sa réalité de dimension de l'expérience humaine »⁷. La question reste obsédante : comment, où, grâce à quelles procédures, institutions, dispositions pouvons-nous, dans et par la ville faire l'expérience de l'altérité, accueillir les différences de classe, d'âge, de race, de goûts, avoir le bonheur d'être soi en aimant le lieu où on habite ?

Dès lors, la ville plus que tout autre phénomène social, cristallise ces quatre incertitudes – celle des limites, celle de l'indécision, celle du temps, celle de l'hésitation – traversée par un fil rouge où les décideurs politiques, les professionnels de l'action urbaine et les habitants cherchent leurs marques. Par rapport à trois défis.

⁵ Wilson W.J. , 1994 (1987), *Les oubliés de l'Amérique*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 114-115.

⁶ Sennett R., 1992 (1990), *La ville à vue d'œil*, Paris, Plon.

⁷ Sennett R., 1992, op. cit., p. 17

l'Etat et son dégageant au profit des maires, entre une politique d'exception et une politique qui mélange approche pédagogique et action sur un lieu relativement indéterminé comme le quartier. Ajoutons à cette valse hésitation le mélange des genres entre politique active d'insertion et volonté de régénérer le tissu urbain. Ces hésitations et les incertitudes qui les accompagnent sont aussi le signe d'un mélange entre les trois composantes de la démocratie que sont la citoyenneté, la représentativité et la reconnaissance de droits fondamentaux³ et qui ont plus eu tendance à se séparer qu'à se combiner. Troisième incertitude, le rapport au temps dans les villes est devenu incertain et les doutes les plus grands se sont exprimés quant à la volonté de faire de la ville une ville-musée, sauvée par son patrimoine alors même que les flux de la mondialisation l'amenaient à la définir par ses activités, par son commerce, par ses services. C'est sans doute la question la plus cruciale aujourd'hui qui, amorcée par les travaux d'un historien comme Bernard Lepetit, amène à considérer que « le texte urbain n'est pas clos », position qui nécessite que l'on s'interroge sur « l'espace d'expérience » et « l'horizon d'attente ». Cette posture amène à revoir les schismes habituels qui qualifient l'existence des villes – opposition entre ville-centre et périphérie, entre vie communautaire et espace de liberté délocalisé, entre rural authentique et ville tentaculaire,... – . Elle pose aussi la question de la place du temps dans les pratiques et les rencontres urbaines. Aussi, à côté des déplacements, de la mobilité, nous cherchons à saisir ce qui fait le temps de la ville, révélateur « des décalages temporels qui existent entre les activités des uns et des autres »⁴, des émiettements d'horaires, des relations diffuses et incertaines. Enfin, la ville est encore incertaine parce qu'elle est le lieu d'une hésitation majeure, celle qui se réfère principalement à la manière dont se vivent les relations à autrui. C'est que la ville est traversée par un mouvement révélateur de la construction du sujet moderne pris entre la poursuite d'une altérité et un isolement recherché, autour de la tension que soulève ce va-et-vient entre altérité et isolement. Nous savons que cette tension a été mise à jour par W.J. Wilson pour qui la situation américaine – crise industrielle, formation des *inner-cities*, de la pauvreté – fait apparaître un problème majeur : les dislocations sociales de l'espace urbain, repérables notamment à travers la montée du célibat des femmes et les familles dites « monoparentales » nécessitent que l'on considère l'isolement social – et non plus la culture de la pauvreté – comme un concept-clé. Celui-ci, sans « invalider la pertinence des caractéristiques culturelles comme facteurs explicatifs des comportements observés dans les zones de grande pauvreté »

³ Touraine A., 1994, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Fayard, pp. 46-47.

⁴ Paquot T. (dir.), 2001, *Le quotidien urbain. Essais sur les temps des villes*, Paris, Editions La découverte/Institut des villes, p. 12.

Bernard Francq*

L'urbain, la nouvelle question sociale

Aujourd'hui, la ville est incertaine. Elle joue à se faire peur en même temps qu'elle s'affirme à travers des images où l'urbanisme de gestion et le marketing sont autant de gages donnés pour assurer que la ville est viable. Bruxelles est un bon exemple de cette oscillation repérable à partir d'une politique volontariste de revitalisation des quartiers où on y rencontre des pratiques de participation. Elle est aussi exemplaire en ce qu'elle condense un ensemble de défis pour la politique de la ville.

1. La ville incertaine

Pourquoi la ville est-elle aujourd'hui la figure emblématique de l'incertitude ? Pas seulement pour des raisons de taille, de diversité, d'hétérogénéité, de ségrégation, de gentrification et d'un horizon toujours repoussé où se mélangeraient socialement les populations¹. Elle l'est pour quatre raisons. D'abord, la ville aujourd'hui n'est plus enfermée dans des frontières précises, dans ses remparts ; elle est devenue poreuse, étalée, fragmentée. Autrement dit, sa totalité est éclatée et ce qui est en jeu, c'est d'en rendre compte à travers le mouvement qui la traverse. Francis Godard, dans un livre de vulgarisation, a remarquablement décrit cette ville en mouvement qui « tend à devenir une nébuleuse urbaine, aux contours incertains et mouvants² », faite de réseaux et de flux, assemblage hétérogène dont les citoyens cherchent à recomposer les espaces publics mais qui doit faire face au délitement des relations sociales. Ensuite, après un temps de certitudes qui a pris la forme de la politique de la ville comme une des politiques publiques essentielles de l'Etat, les bilans successifs ont souligné combien les actions menées – de réhabilitation, de rénovation – étaient difficiles à évaluer, combien les effets étaient peu transférables d'un lieu à l'autre, combien encore elles banalisaient les formes de partenariat à travers des négociations conduisant à une dilution des principes contractuels. Politique marquée par un ensemble d'oscillations hésitantes entre l'action sur les quartiers ou sur l'agglomération, entre le rôle animateur de

* Professeur à l'Unité d'anthropologie et de sociologie de l'Université de Louvain-la-Neuve ; chercheur au CADIS (EHESS) ; e-mail : francq@anso.ucl.ac.be

¹ Le numéro de la revue *Esprit* (La ville à trois vitesses, mars-avril 2004) est un bon exemple du débat qui met en perspective les processus de gentrification, de relégation et de périurbanisation.

² Godard F., 2001, *La ville en mouvement*, Paris, Gallimard (Coll. Découvertes), p. 10.